



Battre l'extrême-droite dans la rue, dans les urnes et par nos revendications !

Au terme de la réunion de son instance de direction et de ses organisations affiliées ce jour, l'Union Fédérale des Syndicats de l'Etat CGT constate que l'abstention est toujours très forte et que le vote pour l'extrême-droite a été conséquent lors des élections européennes.

Ce vote confirme aussi **le rejet des politiques mortifères mises en œuvre par la macronie** sous l'aiguillon des organisations patronales, des actionnaires, des marchés financiers, du capital.

Elu président de la République, E. Macron avait promis qu'il ferait tout durant son quinquennat pour qu'il n'y ait plus aucune raison de voter pour les extrêmes.

En dissolvant l'Assemblée nationale, il ouvre de fait la possibilité d'une majorité parlementaire à l'extrême-droite avec laquelle la droite extrême veut faire alliance !

Une victoire de l'extrême-droite serait une catastrophe aux conséquences multiples.

Outre des reculs sociaux, économiques, environnementaux encore plus conséquents, de lourdes attaques pourraient être portées à l'encontre des libertés associatives, politiques et syndicales - à commencer par les droits de grève, d'expression et de manifestation.

Les principes mêmes de la République, ceux de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, pourraient être sacrifiés sur l'autel de la préférence nationale.

Les droits des jeunes, des femmes – à commencer par le droit à l'IVG -, des personnes LGBTQIA+, des étrangers – à l'image de la loi immigration portée par la macronie et votée avec les voix du Rassemblement national dont l'UFSE-CGT exige l'abrogation - seraient gravement attaqués.

Soulignons aussi que les visées de l'extrême-droite vont également à l'encontre des intérêts, des droits et garanties des fonctionnaires et agent.e.s publics. Sa mainmise sur l'appareil d'Etat et les politiques publiques aurait des conséquences sociales, sociétales et démocratiques dramatiques.

Face à l'extrême-droite, l'UFSE-CGT appelle à faire front !

Faire front en portant, dans le champ syndical et au-delà, un premier ensemble de propositions et de revendications alternatives :

- **Par une autre appropriation des richesses produites par et pour le monde du travail**, il est possible de répondre à l'urgence sociale, environnementale et féministe ;
- **Par la reconquête et le développement de nos systèmes de protection sociale, des services publics et de la fonction publique**, il est possible de garantir les droits fondamentaux et de satisfaire les besoins de toutes et tous ;
- **Par la rupture avec l'austérité salariale** et l'augmentation immédiate des traitements, des salaires, des pensions et des retraites ;

- **Par le dynamitage du verrou budgétaire de Bercy et de l'Union européenne**, la rupture avec les politiques d'austérité budgétaire, la mobilisation des crédits nécessaires au financement de l'action publique avec une première traduction dans les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale ;
- **Par une réduction du temps de travail tout au long de la vie** – avec notamment les 32 heures, le droit à la retraite à 60 ans, un droit au départ anticipé pour celles et ceux qui exercent des travaux pénibles, il est possible d'améliorer les conditions de travail et de vie du monde du travail, de travailler moins, de travailler mieux, de travailler toutes et tous ;
- Autant d'exigences qui nécessitent aussi **l'abandon des projets de lois « travail », « fonction publique », « audiovisuel public » et des réformes de l'assurance chômage**.

La macronie porte une lourde responsabilité dès lors qu'elle a toujours refusé d'apporter des réponses aux revendications portées. L'heure n'est plus au « dialogue social » mais à la mobilisation. En conséquence, l'UFSE-CGT ne participera plus aux réunions des instances représentatives du personnel.

Faire front dans la rue : en participant massivement **aux rassemblements et aux manifestations organisées dès ce week-end, les samedi 15 et dimanche 16 juin, contre l'extrême-droite et pour un front populaire**.

L'UFSE-CGT appelle aussi les personnels, actifs et retraités, fonctionnaires et agents non-titulaires, à **faire des jeudi 20 et 27 juin des temps forts de mobilisations, y compris par la grève, dans les rassemblements et les manifestations**.

S'agissant de l'Outre-Mer, l'UFSE-CGT rappelle ses revendications portant notamment sur le droit aux congés bonifiés, l'augmentation du pouvoir d'achat, l'Indemnité Temporaire de Retraite, l'accès aux biens communs, des services publics de qualité pour toutes et tous.

Elle réitère son appel **au rassemblement du 1^{er} juillet devant le tribunal d'Aix-en-Provence**, pour soutenir Céline Verzeletti, co-secrétaire générale de l'UFSE-CGT et membre du bureau confédéral. Il s'agira aussi de rappeler nos exigences quant aux droits et libertés des organisations syndicales, et de ses militant.e.s.

Faire front dans les urnes : en votant **pour les candidat.es du Front populaire lors des élections législatives**.

Indépendante, l'UFSE-CGT ne saurait être neutre face au péril fasciste contre lequel la CGT a lutté au cours de son histoire, lutte et luttera toujours – à un moment où nous célébrons la victoire remportée contre le nazisme mais aussi le programme du Conseil national de la résistance.

C'est avec une exigence d'unité et de contenus, que l'UFSE-CGT appelle le monde du travail à battre l'extrême droite dans la rue, dans les urnes et par nos revendications.

En tout état de cause, l'UFSE-CGT et plus largement la CGT poursuivront, après les élections, le processus de mobilisations pour le progrès social.

Ensemble, dans le champ syndical et au-delà, nous pouvons gagner !

Montreuil, le 13 juin 2024